

RCD : MOHCINE BELABES RÉPOND À BOUTEFLIKA :

«Vos choix condamnent l'Algérie à voir son espérance démocratique différée»

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie a répondu, officiellement, hier mercredi, à la présidence de la République au sujet de la désignation de Abdelwahab Derbal à la tête de «l'Instance indépendante de surveillance des élections». Une réponse politique globale, au fait, traitant de la problématique de l'organisation et de la supervision des élections, en Algérie, de leur surveillance et, donc, de la hantise de la fraude, en général.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - La réponse du RCD a été transmise à travers une lettre adressée à Abdelaziz Bouteflika et signée par le président du parti, Mohcine Belabes. «Monsieur le Président, votre directeur de cabinet nous a adressé une missive traitant de la désignation du président de la dernière instance que vous comptez installer en prévision des prochaines échéances électorales», écrit Mohcine Belabes avant d'entrer, immédiatement, dans le vif du sujet. «Consulter, c'est demander avis afin de faire le bon choix. Or, à travers la terminologie utilisée dans ce courrier, il nous est demandé de porter un jugement sur une personne physique sur la base d'un curriculum vitae la présentant comme un commis de l'Etat au service de l'exécutif depuis 1999.» Une manière bien subtile de contester l'impartialité de l'ancien ministre et ex-ambassadeur choisi par Bouteflika. Mais au-delà de la personne, c'est l'Instance de surveillance, telle que «conçue» par le pouvoir, que le RCD conteste au fond.

«Nous savons tous que la loi organique relative à la Haute-Instance indépendante de surveillance des élections stipule, dans son article 7, que les membres de l'Instance ne doivent être affiliés à aucun parti politique ni titulaires

d'une fonction supérieure de l'Etat», notera encore le président du RCD avant d'enchaîner, allusif et incisif, que «plus fondamentalement, chacun sait que le vote est un droit civil et politique du citoyen. Il est un élément central dans le renforcement de la confiance du peuple dans le processus électoral et, donc, de la démocratie qui en découle. Le vote libre confère surtout de l'autorité et de la légitimité au gouvernement».

Plus explicite encore, Mohcine Belabes poursuit sa missive en y insérant une multitude de formes de fraudes qui émaillent les processus d'élection en Algérie. «Un scrutin juste et équitable est une élection qui permet aux différents partis en lice de concourir dans un environnement caractérisé par la confiance, la transparence, l'équité dans l'accès aux médias publics (...)»

De même, «un scrutin véritablement démocratique exige que soient respectés la liberté d'expression et de la presse, la liberté de réunion et d'organisation et un climat où seraient bannis les intimidations et les passe-droits. C'est à ces seules conditions qu'on pourra permettre aux électeurs de faire enfin un choix éclairé entre des alternatives politiques distinctes».

La transition étant toute faite, Belabes reviendra à l'origine même



Mohcine Belabes, SG du RCD.

de cette «concession trompeuse» de Bouteflika, «une instance davantage conçue pour mettre les partis à l'écart du processus que pour leur garantir un scrutin régulier».

«Les fraudes projettent en première ligne la responsabilité du chef de l'État»

«C'est cette conception qui a notamment motivé notre offre politique proposant la constitutionnalisation d'une instance de gestion des élections. Or, la Haute-Instance de surveillance des élections que vous avez introduite dans la nouvelle Constitution condamne, en attendant une nouvelle révision, l'Algérie à voir, cette fois encore, son espérance

démocratique différée. (...) Les fraudes électorales, outre qu'elles hypothèquent la crédibilité de la nation, projettent en première ligne la responsabilité du chef de l'Etat. Vous aurez compris, Monsieur le Président, à quel point nos conceptions de la vie politique sont dissemblables.» Ne se faisant pas d'illusions sur le déroulement de la prochaine élection législative à laquelle il a décidé de prendre part, le RCD explique qu'à travers sa participation, il vise «à insuffler une culture de surveillance citoyenne, à l'instar de celle déjà en vigueur dans les villages de Kabylie où seul le vote des corps constitués pose problème puisqu'il échappe à la vigilance populaire et peut, de ce fait, fausser les résultats électoraux et les

rapports de force politiques, surtout quand le taux d'abstention est élevé». Cumulant une longue expérience en la matière, à travers les nombreuses élections qu'il avait affrontées depuis 1990, le RCD affirme, sous la plume de son président, qu'il sera présent «là où nous sommes en mesure de réduire les fraudes, manœuvres consubstantielles à l'accès, l'exercice et la reproduction du pouvoir en Algérie».

Interpellant directement Bouteflika, Mohcine Belabes mettra en garde contre les conséquences néfastes d'une fraude généralisée dans un environnement national et régional des plus aléatoires. «Demeure une donnée sur laquelle nous nous faisons un devoir d'attirer votre attention : les fraudes électorales durent tant que la confiscation du Trésor public, le monopole des moyens de communication et le chantage à la sécurité pèse sur le quotidien du citoyen. Vous êtes bien placé, Monsieur le Président, pour savoir, compte tenu de toutes les contraintes nationales et internationales qui nous engagent, s'il est réaliste d'infliger, à nous, à notre pays, d'autres épreuves en reconduisant des pratiques qui sont à l'origine de nos problèmes passés et présents.» Pour tout dire, ce ne sera certainement pas une instance de «désignés» qui va garantir des élections régulières mais bien la volonté de ceux qui organisent réellement ces processus électoraux incluant, au passage, la nomination des membres constituant cet instrument présidé par Derbal, en l'occurrence l'exécutif et son chef suprême, Abdelaziz Bouteflika.

K. A.

MSP

La énième offre de services de Soltani

Flairant des «vellités» en haut lieu de se passer d'une quelconque caution, dont celle islamiste à l'occasion des prochaines élections législatives, l'ex-président du MSP rappelle à qui de droit que le mouvement cher à feu Nahnah constitue ce «facteur d'équilibre», cette «première» force politique du courant islamiste ou encore le «thermomètre» avec lequel on mesure la vivacité des partis islamistes».

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Visiblement, Bouguerra Soltani appuie davantage sur le champignon, son objectif de faire arrimer le MSP à nouveau au «cercle de prise de décisions» conféré à son initiative étant visiblement en marche.

En politique rusé, l'ex-président du mouvement, qui ne perd jamais l'espoir de reprendre le pouvoir au MSP, sait que le mot d'ordre de participation aux prochaines élections législatives constituerait l'option lourde au sein des instances du parti. Une option que le conseil consultatif national du mouvement devra entériner lors d'une session extraordinaire prévue au tout début du mois de novembre prochain.

«La doctrine politique du MSP est la participation car on ne croit pas en la politique de la chaise vide et la bouderie de la scène politique. En boycottant, on provoque un dysfonctionnement dans les équilibres qu'impose la nature des trois grands courants ; à savoir le courant islamiste, le courant nationaliste et le courant démocratique», soutenait, hier mercredi, Bouguerra Soltani, dans un court entretien au quotidien arabo-phonie *El Bilad*. Et de conclure que,

partant de là, «la participation s'impose et le boycott ne constitue qu'une exception et que ceux qui le prônent doivent justifier pour convaincre les membres du conseil consultatif du parti à l'effet d'adopter pareille

option». A plus forte raison, explique-t-il encore, qu'aussi bien l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition et la coordination pour les libertés et la transition démocratique dont le MSP est membre, ont laissé aux partis qui les composent de s'en remettre, chacun, à ses instances pour choisir son option concernant les prochaines élections».

Suite à quoi, fait-il remarquer, «des partis ont choisi de participer avec le souci de sauvegarder leurs unités organiques», comme pour montrer la voie à ses pairs du conseil consultatif qui devront trancher la

question des législatives, dans une session extraordinaire de l'Instance. Une session à l'occasion de laquelle Soltani ne présentera pas sa fameuse initiative, préférant le faire lors de la session ordinaire prévue pour la fin de l'année en cours ou au tout début de l'année prochaine.

Une initiative que le président du mouvement n'a du tout pas appréciée surtout que son promoteur a préféré en faire la promotion via les médias et pas au sein des instances du parti. Ce dont se défend Soltani, affirmant que les «médias s'intéressent à ce que déclarent les instances

du mouvement qui a de tout temps constitué, selon lui, ce facteur d'équilibre, la première force politique du courant islamiste ou encore le thermomètre avec lequel on mesure la vivacité des partis islamistes de par sa capacité de mobilisation et de participation, et ce, malgré les nombreuses dissensions qu'il a connues».

Ce qui s'apparente à une véritable «offre de service» l'énième, à qui de droit en haut lieu où il y aurait des «vellités» de se passer, cette fois-ci, de la «caution verte».

M. K.

APRÈS LES RÉCENTES SORTIES DE GLD ET D'EX-MILITAIRES

Les mises au point du ministère de la Défense

Les toutes dernières (re)montées au créneau d'éléments ayant appartenu aux Groupes de légitime défense (GLD) et aux Patriotes, ainsi que d'anciens militaires, ne sont pas tombées dans l'oreille d'un sourd. Le ministère de la Défense a, en effet, répliqué par le biais d'un communiqué officiel, mardi en fin de journée.

Et le moins que l'on puisse dire, c'est que cette réponse n'est pas faite pour plaire aux protestataires qui, rappelons-le, se sont mis depuis plusieurs mois à réclamer que soit reconnu leur statut d'ayant droit aux avantages sociaux, retraite et autres avantages attachés à leur qualité d'auxiliaires des forces combinées des services de sécurité ayant participé à la lutte anti-terroriste. Dans son communiqué, le MDN dit vouloir surtout appor-

ter des éclaircissements aux citoyens appartenant aux Groupes de légitime défense (GLD) et aux militaires rayés des rangs de l'Armée par mesures disciplinaires. Ainsi, pour les GLD, le MDN affirme que depuis la réunion de travail tenue le 1^{er} juin dernier avec des représentants des citoyens volontaires (Patriotes) ayant participé aux opérations de lutte contre le terrorisme, au côté des éléments de l'Armée nationale populaire, les services sociaux du ministère de la Défense nationale, de concert avec ceux du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, s'attellent à l'étude et la régularisation, au cas par cas, des dossiers relatifs à leurs pensions de retraite proportionnelle exceptionnelle, par le biais de la Caisse nationale de retraite. L'opération demeure toujours en cours jusqu'à la régularisation de tous les dossiers concernés, assure le ministère de la Défense.

Quant aux citoyens appartenant aux Groupes de légitime défense (GLD), mais ne font pas partie de la catégorie des citoyens volontaires (Patriotes),

pour l'ANP : «Les textes réglementaires régissant l'activité de cette catégorie de citoyens, qui ont été armés dans le but d'assurer la défense de leurs familles et leurs biens, ne leur permettent pas de prétendre au bénéfice d'aucune forme d'indemnisation ou de pension.» Pour les militaires ayant fait l'objet de mesures disciplinaires puis rayés des rangs de l'armée, le MDN le dit on ne peut plus clairement : «Ils n'ouvrent pas droit au bénéfice d'une pension, conformément aux dispositions du code des pensions militaires».

Pas sûr, bien entendu, que cette mise au point calme les ardeurs des protestataires. Quoi qu'il en soit, le MDN se dit demeurer «attentif, à travers ses services compétents, aux doléances des citoyens ayant servi dans les rangs de l'Armée nationale populaire et ceux volontaires (Patriotes) ayant participé aux opérations de lutte contre le terrorisme, et continuera à œuvrer jusqu'à la régularisation de tous les dossiers».

M. Azedine